L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
JEUDI MATIN, 12 MAI 1836.

POUR PRESIDENT,
M. VAN BUREN.
POUR VICE-PRESIDENT :
RD. M. JOHNSON.

Nous croyons devoir faire rappeler aux négociants de la Nouvelle-Orléans que c'est aujourd'hui, à deux heures de l'après-midi, que doit avoir lieu à la Bourse des Marchands l'assemblée pour aviser aux moyens d'établir des lignes de paquebots ; l'une pour Liverpool et l'autre pour le Hâvre. Ce projet est d'une si grande importance pour la Louisiane, que nous devons encore l'entretenir non seulement les négociants, mais encore les citoyens en général se rendront à cette réunion, et feront tous leurs efforts pour assurer le succès de cette entreprise. Il y va de la prospérité de la Louisiane, et certes à cette considération, les habitans du pays de la ville se montreront ce qu'ils ont toujours été—de vrais patriotes.

La première représentation de "La Straniera" a eu lieu hier au théâtre de la rue St. Charles. La pièce en elle-même a très bien marché (sauf les décors dans quelques changemens à vue, qui n'allaient pas comme ont l'habitude.) Néanmoins, nous devons dire que malgré tous les soins qu'a mis Signor Montresor pour rendre le spectacle digne du public, et malgré les jolis morceaux de violoncelle et de tromboone exécutés par Messieurs Boucher et Cioffi, les amateurs de la belle musique sont sortis de la salle, emportant avec eux cette opinion, qu'en fait de chef d'œuvre, la pièce de ce soir ne doit être considérée comme une *étrangère*.

L'administration du Théâtre St. Charles voudra bien avoir égard à cette opinion des *dilettanti* et rayer "La Straniera" de son répertoire. Pour les dernières représentations, qu'elle s'en tienne à "Zelmire" si elle ne veut pas convenable de redonner "Norma" ou le "Pirate."

Le navire paquebot Westminster est arrivé à New-York venant de Londres : il n'a apporté des journaux du centre ville que jusqu'au 17 mars ; les nouvelles sont en conséquence de 11 jours moins récentes que celles que nous avons reçues par le navire Echo.

Accident au chemin de fer de Pontchartrain.

Il nous est douloureux d'avoir à rendre compte d'un accident déplorable occasionné mardi dernier par un train chargé du chemin de fer de Pontchartrain. Ce char employé à transporter la vase s'en venait avec un chargement ; au petit trot du cheval s'engagé qui le faisait mouvoir. Le conducteur, homme dont l'imprudence n'a pas eu de doute, voyant qu'un jeune enfant, un petit nègre de 10 à 12 ans, se trouvait sur la coulisse, se contenta de lui crier en anglais de prendre garde, mais qui que le malheureux n'eût pas entendu ce qu'on lui disait, soit qu'il ne se crut pas en danger, le char continua à rouler comme avant. Un des côtés de la roue à vase frappa ce malheureux, le jeta en travers sur le tract et l'une des roues lui coupa les deux jambes, l'une desquelles resta sur la place et l'autre fut tenue plus qu'à un fil.

Il n'est que trop notoire, d'après cet exposé qui nous a été fait par une personne digne de foi, que le conducteur pouvait facilement arrêter son char et prévenir cet accident dont tout le blâme retombe sur lui. Il serait à jamais aux deux bouts de ce chemin une chose d'attention chargée de régler les mouvements des chars ! Leur présence préviendrait sans doute des accidens qui ne se répètent que trop souvent.

Le chemin de fer d'Erie, adopté par la Législature de l'Etat de New-York a été approuvé par le Gouverneur. On cite cet acte comme un des plus importans qui aient été passés à la session actuelle. On pense même que cette mesure est l'avant-coureur d'un autre chemin de fer qui ira aboutir à l'Océan Pacifique.

AURORE BOREALE.

Une aurore boréale a été vue à New-York dans la nuit du 28 avril. Du centre lumineux placé à une petite distance au Sud-Est du Zenith, des rayons d'un rouge brillant s'élançaient par jets dans la direction du Nord et Ouest. Ceux de l'Est étaient d'une teinte plus pâle. Le phénomène se manifesta vers 11 heures du soir et dura presque toute la nuit. L'éditeur de la *Gazette* qui en rend compte dit n'avoir jamais vu un spectacle plus majestueux.

Les citoyens de Newark font faire en ce moment une statue équestre et en marbre blanc, de Washington. L'ouvrage coûtera $12,000. La moitié de cette somme a été déjà souscrite.

En fait de monumens nationaux, la Nouvelle Orléans est peut-être la seule ville des Etats-Unis qui ne possède pas le sien. Cependant ce ne sont pas les sujets qui nous manquent. A quoi donc faut-il attribuer cette apathie ?

Nouvelles du Havre plus fraîches de deux jours.

Par le *Mercure*, arrivé du Havre nous avons reçu des journaux de cette ville jusqu'au 13. Ils nous fournissent du commercial de deux jours plus frais que celui que nous avons obtenu par la voie de la Mobile. Nous avons pareillement reçu une liasse du Journal des Débats. La longueur d'un article que nous publions sur les sucres nous a forcé à diminuer le nombre de nos extraits. Nos lecteurs nous excuseront sans doute, lorsqu'ils réfléchiront que c'est dans le seul but d'être utile à l'agriculture de la Louisiane que nous nous sommes décidé à suivre pas à pas tous les mouvemens de l'Europe dans une question si étroitement liée aux intérêts de notre pays.

Négociation entre l'Angleterre et l'Espagne.

Le *Journal du Commerce*, de New-York, publie une lettre de son correspondant de Londres, sous la date du 18 mars, dans laquelle nous trouvons le paragraphe suivant :

"Depuis longtems il est question entre ce gouvernement et celui d'Espagne d'une négociation qui a pour objet de permettre que les denrées des colonies espagnoles soient importées dans la Péninsule à bord des vaisseaux anglais. L'opinion générale est que Mendizabal, le premier ministre a donné son plein assentiment à cet arrangement. Si le fait est réel les négocians américains ne devront-ils pas éprouver une perte considérable ?

Le même correspondant ajoute dans un autre paragraphe que le second message spécial du président Polk produit en Angleterre une satisfaction générale ; que même en faisant à lui seul le commerce des Etats-Unis, elle le ceda où la guerre serait déclarée, mais bien à cause du ton, de la fermeté et de la noble attitude de l'Amérique dans une question où tout le bon droit est de son côté.

Le correspondant après avoir blâmé le gouvernement français pour la conduite qu'il a tenue, termine par une remarque faite par un des membres de la cour des directeurs de la compagnie des Grandes Indes : "si j'étais le général, je demanderais des intérêts."

JAMAIQUE—Les nouvelles reçues à New-York de la Jamaïque, représentent cette île dans un état de fermentation générale, cela ne pouvait être différemment, dit le *Morning Star* du 25, d'après les procédures faites des abolitionistes du parlement anglais. La loi sur l'apprentissage (apprentiship law) doit infailliblement exciter les nègres à la révolte, et Dieu sait quelles scènes de désordre en résulteront. Le fait est qu'il est impossible aux autorités de cette colonie de mettre cette loi à exécution, car elle aurait pour but d'imposer un vasselage aux planteurs, et de les mettre à la merci du pouvoir.

Le gouverneur, marquis de Higo, a de nouveau prorogé le terme des assemblées : elles devront se réunir le 17 mai. Le Despatch à ce sujet contient entre autres le paragraphe suivant :

"Nous considérons le Canada comme perdu pour l'Angleterre. Avec ce pays marcheront la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau Brunswick, le Cap Breton, l'île du Prince Edouard et celle de Terre Neuve. On pourra alors dire adieu aux pêcheries, la plus grande source de notre richesse. Alors aussi les colonies des Antilles ne verront de salut que dans la nécessité de se donner au gouvernement qui vendra les protéger et les soutenir."

Une tentative vient d'être faite par un nègre de Montego-Bay d'empoisonner son maître et toute la famille. Ce dernier, en leur administrant du sublimé corrosif au lieu de thé.

Un des journaux reçus par le Star dit que la plupart des habitans qui étaient employés ci-devant à travailler le cacao en Angleterre n'y vont plus que sur la foi de la loi sur l'apprentissage n'en est pas seulement odieuse, mais encore parce que le parlement favorise maintenant le commerce du sucre des Grandes Indes. Après s'être enrichi aux dépens des planteurs des Antilles, il leur tourne le dos.

On calcule que les deux tiers des possessions anglaises dans les Antilles vont être abandonnées et laissées en friche, en conséquence des dispositions désorganisatrices de la loi sur l'apprentissage.

Un nombre des orateurs de la Chambre des Députés doivent demain prendre la parole pour demander la discussion immédiate des rentes, on citait MM. Lafitte et Berryer.

On s'étonnait à Paris du silence gardé dans toute cette affaire par M. Humann, depuis sa sortie du Ministère.

De nouveaux troubles ont de nouveau eu lieu dans les cantons Catholiques du Jura Bernois : ils n'ont eu aucun résultat fâcheux. A l'arrivée des troupes, les principaux auteurs ont pris la fuite, et les mécontens qu'ils avaient entraînés dans leur campagne en sont décidées (suivant l'expression du journal français) à faire du tumultueux à huis-clos.

Le logement occupé par le [illegible] M. [illegible] de la salle, la nouvelle donnera, s'il a été bien informé [illegible] revenu [illegible] inférieur, sinon égal à celui prévenant de la culture de la betterave.—Cependant, pour faire la plus belle part possible à ce dernier produit, j'admettrai que le revenu des terres plantées en betterave, en France, est le remplacement dont il s'agit, dont il suivrait que le *surcroît* de revenu créé en faveur de notre agriculture par la production des 40 millions de kilogrammes de sucre de betterave susmentionnés, se réduirait à 5 millions de francs. Mais, à quel prix, cette augmentation dans le revenu de notre agriculture serait-elle acquise, *sans profit aucun pour les consommateurs*, point capital à noter dans cette question ? N'est-ce pas par une perte du double causée à plusieurs de nos autres branches d'industrie, dont le travail servait à procurer à la France 40 millions de kilogrammes de sucre de canne ? Eh d'autres termes, la France ne perd-il pas réellement, ainsi, [illegible] chaque quintal [illegible] 100 kilogs de sucre de betterave qu'il consomme en remplacement de pareille quantité de sucre de canne ?

Il est donc incontestable que la production du sucre de betterave en France, n'est qu'un déplacement d'industrie, mais un déplacement funeste au pays en général, puisqu'il n'en résulte, dans ce moment même, pour notre agriculture, qu'un avantage fort inférieur aux pertes que cette nouvelle industrie fait essuyer à d'autres industrie françaises plus ancienennes, parmi lesquelles notre navigation, surtout, mérite une considération particulière, considération de la plus haute importance, et sur laquelle je reviendrai plus loin.

Ce point de vue de la question, du reste, n'a pas échappé à la pénétration de M. Duchâtel ; aussi n'a-t-il pas manqué de le signaler dans son exposé aux trois conseils.

Mais, pour revenir à notre agriculture, j'ajouterai que, dans les observations qui précèdent, je n'ai, en ce qui la concerne, fait voir jusqu'ici, que le plus beau côté de la question. En effet, est-il, je le demanderai, permis de se flatter pour elle, que les choses demeureront toujours sur le pied actuel ? Ce serait là, suivant moi, se faire une grande illusion ! Je vais m'expliquer à cet égard.

Si aucune mesure n'est adoptée pour arrêter le développement de la production du sucre de betterave en France, le tems n'est pas éloigné où ce sucre pourvoira à la consommation entière de la France. Qu'adviendra-t-il alors ? que cette culture, qu'il est si facile d'étendre, ou une concurrence, dont l'effet ne pourra être qu'une très-forte baisse dans le cours actuel des racines de betterave; et comme, dans l'intervalle, le surhaussement qui a déjà eu lieu dans les baux des terres, en raison de cette même culture, aura encore fait des progrès, le moment arrivera où l'avantage que présente, aujourd'hui, cette nouvelle branche d'industrie rurale, se transformera en perte pour tous les cultivateurs fermiers qui y seront livrés ! Alors l'on n'entendra plus de leur part qu'un concert renforcé de plaintes, sur la détresse de l'agriculture, et qu'une clameur plus forte encore que celle qu'ils font entendre, aujourd'hui, pour solliciter le gouvernement de venir à leur secours ! ! ! Ces pronostics intéressent ou à courte vue du sucre de betterave, se réaliseront, je n'en ai aucun doute, contre cette prédiction ; mais je n'en soutiendrai pas moins que ce dénouement est inévitable ; car telle a toujours été la fin de toutes les entreprises industrielles que ne renferment pas en elles-mêmes les élémens naturels de succès et de durée.—La France, hélas, n'a-t-elle pas déjà fait assez d'expériences de cette nature ! ! !

C'est ici maintenant le lieu de placer les réflexions que j'ai à faire concernant le nouveau tarif pour les sucres, proposé par le conseil du commerce.

Le conseil du commerce a reconnu que : "tandis que depuis quelque tems, le gouvernement a réduit les droits sur les sucres de canne en France, ayez rétrogradé, celle du sucre de la betterave, au contraire, avait augmenté dans une progression tellement rapide, que de 4 millions de kilogrammes, constatés en 1815, elle s'était élevée, en 1835, à 30 millions, et promettait encore une forte augmentation pour 1836 et 1837; que ce résultat dans la marche de l'industrie, était une conséquence forcée de la législation, qui chargeait le sucre colonial d'un droit de fr. 49 50 par cent kilog., et faisait jouir d'une immunité complète, le sucre indigène ; que si cet état de la législation continuait, il arriverait infailliblement qu'à la faveur de cette protection exorbitante, le sucre indigène ne tarderait pas à expulser et à remplacer entièrement dans la consommation, le sucre colonial ; ... Que si, comme le prétendaient des agriculteurs et quelques fabricans de sucre indigène les plus prononcés, il y avait possibilité de produire le sucre de betterave, rendu sur le marché de Paris, non seulement à 90 les cent kil., mais même fort au-dessous, il était de reconnaître que cette industrie pour rait se maintenir et prospérer, en concurrence avec la production coloniale. Qu'ainsi, la justice exigeait que l'une et l'autre industrie fussent placées dans les conditions d'égalité."

Cette conclusion, certes, était bien la seule qui pût être tirée de ce faisceau exposé par le conseil du commerce. Il faut voir maintenant comment le nouveau tarif qu'il a proposé répond à cette même conclusion.

En même tems que le conseil du commerce a reconnu que le sucre brut de betterave de qualité égale à celle du sucre brut colonial ne pouvait se livrer à Paris à moins de fr. 90 les 100 kilog., droit déduit.

Ce point posé, qui n'aurait cru que le conseil du commerce, tenu de placer, ainsi qu'il avait déclaré que la justice le voulait, les deux industries dans des conditions d'égalité, demanderait que le sucre de betterave et le sucre colonial fussent soumis au même droit ? Point du tout, le conseil du commerce a proposé un droit de fr. 15 pour le sucre de betterave, et un droit de fr. 40 pour le sucre colonial, proposition d'après laquelle le sucre de canne serait encore soumis à un droit de 25 cent centimes [pour la valeur à l'entrepôt à Paris], plus fort que celui que paieront le sucre de betterave ! ! !

Veut-on savoir quelles raisons Messieurs du conseil de ce commerce donnent de cette décision ? C'est que "la fabrication indigène n'a pas encore atteint le perfectionnement dont elle est susceptible, et qu'elle a besoin de ménagemens." La fabrication du sucre indigène, ajoute-t-on, "est encore dans l'enfance."

Mais un des premiers faits que vous avez reconnu dans vos considérants, sur cette question, c'est celui que, dans le court espace de six années, cette fabrication s'était accrue dans l'énorme proportion de 7 à 8 à 1. [4 à 30 millions de kilog.], et que "s'il n'était apporté aucun changement à l'état de législation actuelle, à l'égard du sucre colonial, le sucre de betterave ne tarderait pas à envahir entièrement la consommation de la France ! ! !" Et c'est quand vous consentez ou cora au sucre de betterave l'excessive protection dont je viens de parler, que vous croyez pouvoir arrêter cet envahissement ! ! ! Oh ! Messieurs, que votre justice, et votre logique, surtout, dans cette cause, sont dignes d'admiration ! ! !

Mais en attendant que cette révolution complète dans le commerce du sucre, prédite par le conseil du commerce lui-même, soit infailliblement consommée, voyons quels seraient en chiffres les effets des changemens qu'il a proposé de faire dans le tarif actuel.

L'on a vu plus haut que ces changemens consisteraient à soumettre le sucre de betterave à une taxe de 15 fr. par 100 kilog., à diminuer de fr. 10, également par 100 kilog., le droit d'entrée actuel sur le sucre de canne, qui se trouverait par là réduit disons à fr. 40 par 100 kil. Si cette proposition était adoptée la taxe de fr. 15 pour 300 kil., sur 40 millions de kil. de sucre de betterave, donnerait une somme de 6 millions de francs. Pour continuer à faire la plus belle part possible au sucre de betterave, j'admettrai que le produit total entier de cette taxe rentrera au trésor [puisque d'après les observations que j'ai déjà faites sur ce chapitre, je pourrais peut-être, sans crainte de me tromper, assurer que le trésor ne touchera pas la moitié nette de cet impôt], alors nous aurions les résultats suivans :

D'un côté :

1o. Valeur de 40 millions de kil. de sucre de betterave, à f. 80 les 100 kil.. fr. 32,000,000

Dont déduire perte causée à l'industrie générale de la France, par la substitution de cette quantité de sucre de betterave, à une pareille quantité de sucre de canne, conformément aux explications que j'ai précédemment données.. 5,000,000

Reste..... fr. 27,000,000

2o. Montant des droits perçus par le trésor, sur 40 millions de kil. de sucre de betterave, à raison de f. 15 les 100 kil..... 6,000,000

Total..... fr. 33,000,000

D'un autre côté :

1o. Valeur de 40 millions de kil. de sucre de betterave, à l'entrepôt dans nos ports de mer, à f. 80 les 100 k..... fr. 32,000,000

2o. Droits perçus par la douane sur les 40 millions de kil de sucre, à raison de fr. 40 les 100 kil..... 16,000,000

Total de ces côté..... fr. 48,000,000

Centre : Total du premier côté..... 33,000,000

Perte résultant pour la France du nouveau tarif proposé par le conseil du commerce..... fr. 15,000,000

Mais là ne se bornerait pas la perte ; car comme, par ce mode, l'envahissement dont le conseil de commerce lui-même a si bien prévu l'imminence, ne serait point arrêté, il est de la dernière évidence qu'en raison de cet accroissement, cette perte s'accroîtrait chaque année ! Eh la calculant d'après les bases qui précèdent, l'on trouverait que, quand cet envahissement serait arrivé à son dernier terme, c'est-à-dire, quand la consommation du sucre, qui s'élève aujourd'hui, en France à 100 millions de kilogrammes, sera entièrement alimentée par le sucre de betterave, la perte résultant pour la France de la substitution de ce sucre au sucre de canne, s'élèverait à fr. 37,500,000, sans compter la perte incalculable pour le trésor, résultant de l'impossibilité d'atteindre, par un mode d'impôt quelconque, l'entière production du sucre de betterave.

Il me reste à faire envisager la question sous son dernier point de vue, celui de son rapport avec notre navigation, à laquelle se rattache, non seulement un grand intérêt industriel, mais aussi un intérêt politique du premier ordre.

L'on a vu que, dans l'état actuel des choses, la France consommait 100 millions de sucre.—Or, ces 100 millions de sucre forment 100 mille tonneaux. Plusieurs milliers de bâtimens, et par conséquent de matelots, sont journellement employés à en faire le service. Ces navires, ces matelots, ces hommes de mer, sont susceptibles de fournir de l'emploi à 3 ou 4 cents navires, et à 5 ou 6 mille matelots. La perte d'une si belle partie de notre navigation serait, déjà à elle seule, une grande calamité pour la France.—Eh bien ! ce n'est pas encore là tout le mal dont la France est menacée par la culture de racines de betterave ! Car je mets en fait qu'en réduisant le taux d'entrée sur le sucre de canne à un taux convenable, il serait facile, en peu de tems, de produire une augmentation du double dans la consommation de cette denrée en France.—Qu'on se figure, d'abord, les avantages qui résulteraient, non pas seulement pour notre navigation, mais encore pour notre commerce extérieur de cette augmentation ! Mais, en second lieu surtout, quel développement cette augmentation ne donnerait-elle pas à notre marine, et quel accroissement de force navale, et partant de puissance politique, la France n'acquérerait-elle par un tel développement ! Car c'est en vain qu'on chercherait à se faire illusion à cet égard : il ne peut exister de marine militaire, sans marine marchande ; ni de marine marchande, sans matières encombrantes à transporter.

Je ne tirerai de ces diverses réflexions aucunes conclusions : ces dernières frapperont assez, d'elle-mêmes, l'intelligence de tous ceux de mes compatriotes qui, défenseurs éclairés des intérêts sur lesquels seuls, souvent être aussi d'une manière solide et durable, la prospérité, la civilisation, et la grandeur de la France, se donneront la peine d'étudier la vérité dans cette grave question.

Dieu veuille qu'avant qu'il ne soit trop tard cette vérité se fasse jour à auprès de tous les hommes à qui sont, aujourd'hui, confiées les destinées de la France.

Le Hâvre, 18 mars 1836. J.-B. DEFAUCAY.

(Communiqué.)

VILLE D'ALBION.—Pour donner, de nouvelles facilités aux bâtimens qui entrent dans la baie de la Mobile et encourager les intérêts agricoles et commerciaux de l'Etat d'Alabama, on propose d'établir et de bâtir une ville sur la rivage oriental de la baie, aux collines rouges (red bluffs), à quinze milles au-dessous de Blakeley et à la même distance, au-dessous de la ville de la Mobile. La situation offre de grandes beautés. Sur le devant s'étend une superbe baie, de 12 par 15 milles de largeur sur 25 de longueur ; à l'arrière, les terres sont élevées et sèches, d'égales qualités relativement très-fertiles, couvertes de beaux et majestueux arbres, parmi lesquels domine le pin [illegible]. Point de marais, [illegible] dans ce voisinage. [illegible] vif et sans moustiques. Il n'est certain que dans tout le sud, il est impossible de trouver un site plus pittoresque, une situation qui soit aussi exempte de toutes causes de maladie, avec d'abondantes sources d'une eau limpide, coulant sur un lit de cailloux et de sable, rafraîchie par d'agréables brises venant de la baie. On viendra du nord et de l'ouest se fixer dans cette admirable situation et s'y établir pour l'été ; les personnes maladives y trouveront un climat aussi beau, aussi favorable à la santé que celui de la Havane ; beaucoup auparavant de l'été de toute autre partie des Etats-Unis. Il est projeté et même résolu de remplir la baie de sable jusqu'à une distance de 1650 à 1700 pieds du rivage, sur une longueur de 2 milles et demi ; de construire des quais et des bassins accessibles en tout temps aux bâtimens et navires calant 13 pieds 6 pouces, afin qu'ils puissent entr'abriquer leurs cargaisons et en prendre de nouvelles sans danger et sans délai. On présume que le chenal peut être creusé de manière à admettre dans les bassins des navires tirant 16 et même 18 pieds d'eau. Le fonds est sable en grande partie ; ensuite limon et terre que l'on peut enlever avec facilité, si le gouvernement général aide à cette entreprise.

Cette position est vraiment admirable pour le commerce du Golfe du Mexique ; les bâtimens peuvent venir y mouiller avec beaucoup plus de sécurité qu'à la Nouvelle-Orléans ou à la Mobile ; et il n'est que raisonnable de compter que la nouvelle ville prendre une grande part au commerce du Texas et de toute la contrée adjacente et au sud. Le fonds commun pour supporter les dépenses les plus fortes sera réalisé par les propriétaires individus qui se rendront souscripteurs, afin de creuser la baie, le chenal, de construire les quais, les bassins, entrepots, magasins, presses à coton, &c.

Dix mille actions de $100 chaque, sont prises par les souscripteurs, ce moyen réalisera un million de piastres. Un premier paiement de $15 par action devra être fait au moment de souscrire, ou le premier août prochain, en fournissant un billet endossé à satisfaction, payable à une des banques de la Nouvelle-Orléans. La balance, soit $85, est divisée en deux portions de $42 50, la première payable le 1er. avril prochain, la seconde le 1er octobre 1837 : ces deux paiemens doivent aussi être garantis par billets endossés à satisfaction.

Le titre de propriété est incontestable ; il a été transféré par les propriétaires au général Wm. Bayol, autrefois de New York et à M. L. Millaudon, de la Nouvelle-Orléans, pour le garder en fidéi-commis, pour les souscripteurs et les propriétaires.

Les propriétaires stipulent de vendre 10,000 terrains de 20 pieds de façade sur 150, qui produiront au moins de 4 à 5 millions de piastres ; le produit tout entier de cette vente de 10,000 terrains sera ajouté au million fourni par les souscriptions et formera ensemble le fonds commun ; dont une moitié appartiendra aux souscripteurs.

Tout le terrain fait par les terrassemens, sur lequel il n'y a pas de route que se feront les affaires et le principal commerce de la ville, les bassins, quais, entrepôts et presses à coton, seront possédés en commun par les souscripteurs et les propriétaires ; ceux qui ne les ayant pas payé leur moitié jusqu'à ce que la législature d'Alabama ait donné à cette vaste entreprise une charte d'incorporation, les affaires de la compagnie et association seront faites par deux administrateurs, le général Dayard et M. L. Millaudon, qui emploiront environ 50 ou 60 travailleurs dans le mois de juin prochain, et en augmenteront le nombre, selon l'état de la souscription et des fonds à recevoir.

Il reste encore 2,000 actions à prendre. S'adresser sans aucun délai à la Compagnie d'assurances Maritime et contre l'incendie du Mississippi. On ne reçoit pas de souscription pour moins de dix actions.

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédié.

Navire Brenda, Leach, Liverpool, L H Gale
Navire Platina, Bosworth, Liverpool, L H Gale
Navire Aurora, Davis, Livourne, W Nott & Co
Brick Rover, Newton Havane, R Groning & Co
Brick Rowse, Cady, Havane, G Beckin
Brick Concordia, Lewis, Richmond, L H Gale

Arrivés.

Bateau de remorque Porpoise, Stark, des Passes, avec les navires Marengo et Boreas.
Navire Marengo, Larkin, du Havre, parti le 10 Mars
Navire Boreas, Taylor, de Boston, par la voie de la Mobile.
Bateau à vapeur George Collier, Taylor, de St Louis et Alton.
Bateau à vapeur Prairie, Seller, de Pittsburg.
Bateau à vapeur Claiborne, Barrett, de Vicksburg.
Bateau à vapeur Privateer, Mather, de Cotton Hill.

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 11 mai 1836.

COTON.

782 balles	Mississipi	16½cts
302 do	do (bon 1ère qualité)	16½
241 do	do	17
234 do	do	17
48 do	do	13½
28 do	do	17½
17 do	do	16
12 do	do	16
27 do	Floride	17

1736

HAVRE, 16 Mars 1836.

	Cotons	Ace. F.	Ace. C.	Exp. F.	Exp. C.
288 b	Louisiane,	145	"	"	"
28	dito	160	"	"	"
111	dito	157	"	"	"
241	dito	153	50	"	"
154	dito	147	50	"	"
166	dito	145	"	"	"
435	dito	144	"	"	"
50	dito	143	"	"	"
52	dito	141	50	"	"
46	dito	139	"	"	"
53	dito	134	"	"	"
36	dito	134	"	"	"
86	dito	131	50	"	"
24	dito	131	"	"	"
67	Georgie C. S.	145	"	"	"
100	dito	148	50	"	"
52	dito	144	"	"	"
59	dito	140	"	"	"
26	dito	140	"	"	"
50	dito	139	"	"	"
101	dito	139	"	"	"
16	dito	134	50	"	"
37	Mobile,	147	"	"	"
34	Fernambouc,	147	50	"	"
60	dito	143	50	"	"
150	dito	155	"	"	"

1938 balles. *Après Bourse.*

100 b	Louisiane,	157	"	"	"
225	dito	151	50	"	"
32	dito	150	"	"	"
39	dito	150	"	"	"
130	dito	148	"	"	"
155	dito	155	"	"	"
100	dito	144	"	"	"
165	dito	149	"	"	"
20	dito	148	50	"	"
79	dito	148	"	"	"
22	dito	148	50	"	"
125	dito	141	50	"	"
24	dito	136	"	"	"
25	dito	131	50	"	"
116	dito	138	50	"	"
31	dito	137	"	"	"
505	Mobile (Racine)	147	"	"	"
80	Georgie C. S	145	"	"	"
125	dito	141	50	"	"
50	dito	140	"	"	"
46	dito	139	50	"	"
39	dito	139	"	"	"
25	dito	140	"	"	"
79	dito	138	50	"	"
175	dito	134	"	"	"
83	dito	144	"	"	"
200	Floride	148	50	"	"

4888 balles.

HAVRE, 17 Mars 1836.

	Cotons	F.	C.	F.	C.
84 b	Louisiane,	160	"	"	"
100	dito	147	50	"	"
25	dito	145	"	"	"
25	dito	135	"	"	"
45	dito	145	"	"	"
100	dito	145	"	"	"
13	dito	148	50	"	"
94	dito	145	"	"	"
128	dito	138	"	"	"
89	dito	148	"	"	"
108	dito	138	"	"	"
109	dito	138	"	"	"
89	dito	136	50	"	"
20	dito	132	"	"	"
20	dito	130	"	"	"
44	dito	135	"	"	"
289	Georgie C. S	147	50	"	"
150	dito	147	50	"	"
150	dito	147	50	"	"
112	dito	147	"	"	"
50	dito	145	"	"	"
25	dito	144	"	"	"
26	dito	140	"	"	"
42	Mobile,	147	"	"	"
86	dito	145	"	"	"
81	dito	145	"	"	"
56	dito	137	50	"	"
50	Fernambouc,	137	50	"	"
294	Peyta, avec graine,	40	"	"	"

2185 balles.

THEATRE ST. CHARLES.

M. J. K. KENDALL, Professeur de clarinette, artiste du théâtre St. Charles, a l'honneur d'informer le public que son bénéfice aura lieu jeudi soir, 12 mai. Un programme sera préparé, dont le bénificiaire espère que les amateurs de musique seront satisfaits. M. Kendall est heureux de pouvoir annoncer que l'élite entière des artistes de cette ville lui ont offert leurs services en cette occasion.

La liste de location des loges est ouverte aujourd'hui. 11 mai—3

☞ SERVICE FUNEBRE—Les amis et connaissances de feu JEAN MAIGNAN, sont invités à assister à un service funèbre qui sera célébré pour le repos de son âme, vendredi, 13 mai, à 8 heures du matin, à la cathédrale. 12 mai—3

☞ Les consignataires du navire EDWIN, de Marseilles, sont priés de venir recevoir leurs marchandises, sur la Levée, en face la rue de l'Hôpital.

Ceux qui n'ont pas encore fait leurs entrées sont requis de s'y prendre de suite ; les marchandises qui ne seront pas retirées sous peu seront envoyées à l'entrepôt public. [10 mai—3] L. G. SABBINOT.

[illegible] public ou privé qui doit avoir lieu aujourd'hui, à midi, à l'étude de Me. Barbarin, rue Bienville, entre celles de Bourbon et Dauphine, en face de l'ancien Hôtel de la Métairie.

Cette position avantageuse de ces terrains, qui seront traversés par le chemin à coulisses de Nashville, offre aux spéculateurs un moyen sûr de placer leur fonds qui, dans peu de tems ne manqueront pas de leur rapporter un intérêt considérable. 12 mai

☞ Une vente d'ordonnance de cent pieds d'ouvriers, maçons, charpentiers, peintres, charretiers, &c. aura lieu aujourd'hui, à 11 heures, à la Bourse Hewlett, encoignure Chartres et St. Louis. Nous engageons les personnes qui ont besoin de bon sujets, à ne pas manquer cette occasion. 12 mai

POUR LE HAVRE—Le navire MARENGO, capt Larkin, prendra des passagers et partira vers le 25 courant. S'adresser à F. PERRET & GALLY. 13 mai—6

EDUCATION REPUBLICAINE
et
MARCHE GRADUELLE A L'OUEST,

De générations instruites, laborieuses, vertueuses et heureuses, depuis tous les pressans, et futurs Etats Unis et Territoires de l'Amérique du Nord,

A travers leurs montagnes de fer,

Jusques à leur côtes du nord, ouest sur l'ocean Pacifique

et avec le tems,

beaucoup plus loin

le seul moyen

Non seulement d'étendre les sciences et le bonheur sur toute la terre ;

mais,

le seul moyen de maintenir leur Union même :

le seul moyen de maintenir aucune de leurs Républiques.

CE projet, résultat de plus de quarante ans de réflexions de notre concitoyen Louis A Tarascon, qui en fa is part aux constructeurs de la 1ère de l'Ohio en 1810, le fame ux vaisseau à trois mats Pittsburg, de plus de trois cent tonneaux, le premier navire qui aye jamais descendu de ces hautes contrées à la mer, donna la première grande impulsion à la navigation de nos rivières et qui, par son offre au congrès en 1824, d'ouvrir, sans frais publics, cette grande route depuis le Missouri jusques à l'ocean pacifique, fit une si grande impression sur les esprits prévoyants qu'aucun ne doute plus que bien tôt la route la plus sure, et la plus courte de Paris à Canton sera par notre sol, et que bientôt après tous nos Etats seront le point central des sciences et du plus grand commerce du monde. Ce grand projet est aujourd'hui expliqué dans un petit opuscule sous ce titre déposé au bureau d'enregistrement de cette ville, où chacun citoyen peut en prendre connaissance. De son exécution dépendent la perpetuité de l'union de nos Etats et le bonheur futur du monde ; et L. A. Tarascon a déterminé d'y consacrer le reste de sa vie ; mais il lui faut de l'aide et autant par cette grande république d'un siècle, libéralité et philantropie bien entendue il eut voulu premièrement en chercher ici le commencement que sans doute il y trouvera ; mais la ville est si grande, si peuplée, qu'il lui aurait été impossible d'en visiter tous les habitants ; et pour obtenir cette aide il a adopté le moyen suivant : il a pouvu les citoyens ci-après nommés de copies imprimées de ce document et leur a prié de souscrire pour quelques centaines d'actions ; ceux qui citoyens recevront souscription ne sont ni argent, ni lui L. A. Tarascon en recevant ces montants leur en délivrera les certificats ; mais s'il est des personnes, Dames ou Messieurs qui, avant de s'ouserire soient bien aises de converser avec lui sur ce grand sujet, avec plaisir il les visitera du moment qu'il en aura reçu l'avis et celui de leurs re-[illegible] soit par un mot d'écrit à son adresse, déposé au bureau de la compagnie d'assurance de la Louisiane sur la rue du Canal.

Noms des personnes recevant souscriptions :

Messieurs R. Lyttos,	M. sers Cuthbert Bullit,
W. G. Hewes,	Bier & Beaver,
Wm. C. Christy,	N. D. Dick & Co.
Manuel White,	Forstall & Bro's.
J. H. Caldwell,	W. M. Lambeth,
& M'G. Caddy,	A. H. Wallace,
Geo. Buchanan,	A. P. Lanaux,
L. H. Turner,	

12 Mai—1

TRAITES sur New York, à vendre par
12 mai 37 M. DE LIZARDI & Co.

WHISKEY.—Reçu et en commun, à vendre par 12 mai G. DORSEY, 38, Nlle. Levée.

AVIS—La chancellerie du consulat de France est transférée rue Royale, no. 337. 12 mai

MAIS.—300 sacs séché au four, en débarquement d'un chaland et à vendre par 12 mai G. DORSEY, 38 Nlle. Levée.

VOIN !—500 boisseaux en débarquement d'un bateau à vapeur, à vendre par 12 mai G. DORSEY, 38 Nlle. Levée.

GRAISSE—1200 barils à vendre par 12 mai G. DORSEY, 38 Nlle. Levée.

FARINE CROISEE—500 barils farine croisée, en débarquement et à vendre par 12 mai G. DORSEY 38 Nlle. Levée.

SERRURES, Verreux français, &c.—3 caisses serrures françaises assorties, de 4 à 6 pouces 4 do do de 4 à 8 ; 3 do verroux de 5 à 24, en débarquement et du navire Desmarais, de Marseille, à vendre par (12 mai—6) P. O. SORBE, 118 Royale.

MAQUEREAU—100 barils maquereaux no. 2, en débarquement et à vendre par 13 mai R. WHITE, 25, rue des Magasins.

PEAUX DE CHEVREUIL.—Onze balles peaux de chevreuil et un lot de fourreaux assortis, reçu récemment par la goél